



**RDR**

Rassemblement pour le Retour des Réfugiés et la Démocratie au Rwanda  
Rally for the Return of Refugees and Democracy in Rwanda  
Ihuriro Liharanira Itahuka ry'Impunzi na Demokarasi mu Rwanda

Pour un Peuple Reconcilié dans un Etat de droit - For a Reconciled People in a Rule of Law  
Duharanire Ubwiyunge bw'Abanyarwanda mu Gihugu cyubahiriza Amategeko

## COMMUNIQUÉ DE PRESSE NO.16/2001

### AUCUNE PAIX DURABLE DANS LES GRANDS LACS SANS VÉRITABLES INSTITUTIONS DÉMOCRATIQUES AU RWANDA

L'évidence historique montre que deux démocraties se sont rarement affrontées en conflit violent durant les deux derniers siècles, quoiqu'elles soient en général sujettes au conflit et à la guerre comme les régimes non démocratiques. La paix démocratique est certainement un des résultats les plus significatifs et non triviaux de l'étude scientifique de la politique mondiale. Bien que les efforts diplomatiques pour restaurer la paix en République démocratique du Congo (RDC) soient louables, ils ne s'attaquent pas à la situation politique actuelle dans les pays agresseurs. Ils considèrent tous la RDC comme une île isolée embourbée dans un conflit interne et ignorent qu'elle est, en fait, victime d'agression par les armées des gouvernements dictatoriaux, oppresseurs et agressifs du Burundi, du Rwanda et de l'Ouganda. La RDC ne peut pas avoir de paix durable pendant que des gouvernements dictatoriaux, oppresseurs et agressifs continuent à régner au Rwanda, au Burundi et en Ouganda, à violer les libertés fondamentales de leurs citoyens, à mener la guerre contre leurs peuples et à faire constamment des incursions militaires dans les états voisins. En particulier, le manque de démocratie au Rwanda et les violations continues des droits et libertés fondamentaux pour des personnes exprimant des opinions opposées à celles du gouvernement mis en place par le Front Patriotique Rwandais (FPR) sont les causes profondes à la base de la guerre persistante dans la région des Grands Lacs africains. Pour restaurer la paix durable dans les Grands Lacs, un dialogue inter-rwandais est nécessaire afin de remplacer le régime dictatorial et inhumain actuel mis en place par le FPR par des institutions démocratiques authentiques.

En démocratie, gagner n'exige pas l'élimination de l'adversaire et le fait de perdre n'interdit pas au perdant de tenter sa chance encore plus tard. Cette norme permet l'existence d'une atmosphère de "vivre et laisser vivre" qui crée un sentiment de stabilité au niveau personnel, communautaire et national. En revanche, la compétition politique dans les régimes autoritaires «sans partis» mis en place par le Front Patriotique Rwandais (FPR) au Rwanda et par le Mouvement National de Résistance (MNR) en Ouganda est comme un jeu à somme nulle. Le gagnant prend presque tout et utilise la violence et la coercition afin de nier aux autres le pouvoir et l'opportunité de se relever et tenter encore leur chance. Dans le système politique «sans partis», le gouvernement ne tolère aucune forme d'opposition politique. La dissidence ou l'opposition politique est considérée comme un crime grave. Ceci crée une atmosphère de méfiance et de peur au sein et en dehors du gouvernement. Par conséquent, le gouvernement recourt de plus en plus à la répression et à l'intimidation politiques afin de nier aux gens exprimant des opinions opposées à celles du gouvernement leurs libertés fondamentales dans l'espoir d'assurer au parti au pouvoir le monopole effectif de toutes les activités politiques. Les activités politiques sont interdites pour d'autres formations politiques. En cas d'élection, on ne permet pas aux partis politiques de présenter ou de soutenir des candidats. Le pluralisme politique au Rwanda n'existe qu'en apparence, il n'est pas réel. Comme le système politique «sans partis» installé par le FPR ne permet pas l'existence d'une compétition politique ouverte et pacifique contre le parti au pouvoir mais tourne plutôt ses forces de sécurité contre le peuple dans l'espoir d'assurer à la clique dirigeante le monopole éternel du pouvoir, il est maintenu par la violence et est condamné à disparaître dans la violence.

info@rdwanda.org  
<http://www.rdwanda.org>

Victoire Ingabire, Présidente  
Postbus 3124  
2280 GC, Rijswijk, Netherlands  
Phone/Fax : 00-31-180633822

Emmanuel Nyemera, Vice-Président  
Case Postale 5352, Succursale B  
Montréal, Canada, H3B 4P1

Le RDR est membre  
de l'Union des Forces  
Démocratiques  
Rwandaïses (UFDR)

Le gouvernement rwandais actuel est contrôlé par des dirigeants politiques et militaires du FPR responsables de nombreux crimes contre l'humanité, crimes de guerre et actes de génocide commis au Rwanda depuis 1990 et en RDC depuis 1996. Sans confiance du peuple et n'ayant aucune légitimité pour diriger le pays, les dirigeants du FPR ont banni toutes les formes d'expression politique par des moyens légaux et pacifiques et gouvernent par la force, la violence et des massacres continus. Les gens qui ne sont ni membres ni sympathisants du FPR sont purgés de la fonction publique, de l'administration territoriale, du système d'éducation, de l'armée, de la police, du système judiciaire, du parlement et d'autres sphères de la vie publique. Le système judiciaire rwandais a été ethniquement et politiquement épuré et n'est pas indépendant du pouvoir exécutif, le parlement est composé par des membres approuvés par le FPR et désignés par le gouvernement contrôlé par le FPR. L'armée du gouvernement rwandais actuel, l'Armée Patriotique Rwandaise (APR), est l'aile militaire du parti au pouvoir, le FPR, et non une véritable armée nationale.

Des Rwandais de toutes catégories continuent à fuir la répression et la persécution politiques et/ou à rejoindre en masse les forces d'opposition au régime dictatorial FPR à l'intérieur et à l'extérieur du pays. Parmi ceux qui ont démissionné et fui le pays figurent deux anciens premiers ministres du gouvernement installé par le FPR, Mr Faustin Twagiramungu et Mr Pierre-Célestin Rwigema, l'ancien Président du parlement désigné et contrôlé par le FPR, Mr Joseph Sebarenzi, beaucoup de ministres, de hauts fonctionnaires, d'officiers militaires, d'hommes d'affaires et de citoyens ordinaires. L'ancien vice-président du FPR et président du Rwanda, Mr. Pasteur Bizimungu, a démissionné de la présidence de la république et du FPR l'année passée. Lui et son collègue, Mr Charles Ntakirutinka, ancien ministre qui a également démissionné, ont lancé récemment leur propre parti politique à l'intérieur du pays mais sont constamment harcelés et intimidés. Le harcèlement continu des adversaires politiques pacifiques met au grand jour la politique d'intimidation et de harcèlement menée par le gouvernement installé par le FPR contre des gens exprimant simplement des opinions différentes à celles du FPR.

Le régime politique "sans partis" installé par le FPR viole les droits des citoyens rwandais aux libertés d'association, de réunion pacifique, d'expression et de mouvement, ainsi que le droit de participer au gouvernement directement ou par les représentants librement choisis tels que reconnus par la Déclaration Universelle des Droits Humains et la Charte africaine des droits de la personne et des peuples. Il a choqué la conscience de tous les hommes et femmes rwandais de bonne volonté, de tous les secteurs, de tous les groupes ethniques et religieux, et a réveillé leur plus profonde indignation. Si les dirigeants actuels du FPR continuent à fermer leurs oreilles aux appels pour le dialogue afin de régler le conflit rwandais par des voies pacifiques et à maintenir le pouvoir par le bout du fusil et les clés de prison, la paix continuera à éluder la région des Grands Lacs africains. La situation grave dans laquelle se trouve le peuple le contraint à résister jusqu'à la mort au régime dictatorial inhumain installé par le FPR. Finis pour de bon les jours où la répression brutale fournissait aux oppresseurs des années de paix et de tranquillité. Il n'y a aucune voie d'avoir la paix durable dans les Grands Lacs sans institutions démocratiques authentiques au Rwanda.

Fait à Montréal le 1<sup>er</sup> octobre 2001

Pour le RDR

Emmanuel Nyemera, Ph.D.  
Vice-Président